



Zéro + ??

Monsieur le Président,

Vous nous avez réunis aujourd'hui en seconde instance pour nous soumettre le volet emploi du PLF 2024. Nous avons boycotté la première instance car le projet n'est pas à la hauteur de nos attentes et c'est peu dire !

Nous avons en mémoire les propos tenus par Jérôme Fournel lors de sa venue à Nîmes en septembre dernier, il nous avait confié la primeur des évolutions d'effectifs pour 2024 et 2025 qui devaient être, je cite, « *de l'ordre du zéro +* ».

Cette précision de la part du Directeur Général aurait dû conduire, en toute logique, à une évolution positive des effectifs gardois.

Quelle ne fût pas notre surprise en découvrant la réalité des chiffres !

Entre la suppression de 9 emplois et la création fictive d'emplois par le biais de transfert de missions externes sans le personnel qui va avec, le réseau gardois paye encore une fois le prix fort cette année !

Non content de quitter la DGFIP sur un mensonge, Jérôme Fournel ajoute l'ironie de son message d'adieu dans lequel il « *espère que les négociations indemnitaires se concluront favorablement en 2024* » alors même qu'il n'a donné aucun signe en ce sens pendant qu'il le pouvait encore.

L'observatoire interne révèle que près de la moitié des personnels sondés se disent **désabusés**. Le comportement de nos dirigeants n'y est pas étranger...

Nous avons failli nous étouffer en entendant mardi soir le Président de la République se vanter d'avoir « *rouvert des trésoreries depuis le début de son mandat* » !

De qui se moque t-on ?

Notre ancien Directeur Général se félicite du NRP qui, d'après lui, « *creuse le sillon de nos métiers* ».

A **FO-DGFIP 30**, nous pensons plutôt qu'il a creusé leur tombe...

Vous en remettez une couche aujourd'hui en nous proposant de supprimer encore un emploi de géomètre alors même que près d'un tiers des communes gardoises sont à l'abandon faute d'effectif suffisant au PTGC.

De même, il serait peut-être plus opportun de former 3 équipiers de renfort aux métiers du SDIF plutôt que de les supprimer.

Vous sollicitez notre avis sur l'évolution des emplois au cours de ce CSAL, en l'état vous n'aurez pas notre accord.

Notre organisation syndicale ne sera pas complice de l'affaiblissement de nos missions.